

Groupe Eutelsat Communications

Société anonyme au capital de 232 774 635 euros

Siège social : 70, rue Balard 75 015 Paris

481 043 040 R.C.S. Paris

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES AU 31 DECEMBRE 2017

BILAN CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	31 décembre 2017
ACTIF			
<i>Actifs non courants</i>			
Écarts d'acquisition	4	1 150,8	1 182,9
Immobilisations incorporelles	4	702,5	679,9
Satellites et autres immobilisations corporelles	5	4 134,0	4 113,6
Immobilisations en cours	5	759,9	563,7
Titres des sociétés mises en équivalence	6	(0,4)	(1,4)
Actifs financiers non courants		22,0	12,2
Actifs d'impôts différés		5,6	4,3
Total des actifs non courants		6 774,4	6 555,2
<i>Actifs courants</i>			
Stocks		3,0	2,5
Créances clients et comptes rattachés	8	345,4	339,3
Autres actifs courants		46,4	39,5
Actifs d'impôts exigibles		4,5	5,8
Actifs financiers courants		29,2	23,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	408,0	359,8
Total des actifs courants		836,3	770,2
Actifs destinés à être cédés	7	300,7	300,7
Total actif		7 911,3	7 626,0

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	31 décembre 2017
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux propres			
Capital social	10.1	232,8	232,8
Primes liées au capital		738,1	738,1
Réserves et résultat consolidés		1 792,1	1 581,5
Participations ne donnant pas le contrôle		202,9	175,0
Total capitaux propres		2 966,0	2 727,4
Passifs non courants			
Dettes financières non courantes	11	3 252,9	3 243,9
Autres passifs financiers non courants	13	798,1	743,0
Dettes sur immobilisations non courantes		27,3	27,2
Produits constatés d'avance non courants		119,3	101,7
Provisions non courantes	12	97,3	112,4
Passifs d'impôts différés		253,1	238,1
Total des passifs non courants		4 547,9	4 466,2
Passifs courants			
Dettes financières courantes	11	60,9	91,5
Autres passifs financiers courants	13	67,6	89,4
Fournisseurs et comptes rattachés		54,6	48,5
Dettes sur immobilisations courantes		40,1	46,5
Impôt à payer		2,2	1,7
Autres dettes et produits constatés d'avance courants ⁽¹⁾		136,6	122,2
Provisions courantes	12	35,6	32,6
Total des passifs courants		397,5	432,4
Total passif et capitaux propres		7 911,3	7 626,0

(1) La part des produits constatés d'avance incluse dans la ligne « autres dettes et produits constatés d'avance courants » est de 67,4 millions d'euros au 30 juin 2017 et de 80,4 millions au 31 décembre 2017.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros, sauf données par action)	Note	31 décembre 2016	31 décembre 2017
Produits des activités ordinaires	14	755,1	696,6
Coûts des opérations		(47,4)	(46,0)
Frais commerciaux et administratifs		(119,8)	(106,0)
Dotations aux amortissements	4, 5	(274,3)	(254,2)
Autres produits opérationnels ⁽¹⁾		30,2	-
Autres charges opérationnelles ⁽¹⁾		(6,9)	(10,4)
Résultat opérationnel		336,9	280,0
Coût de la dette	15	(66,2)	(48,3)
Produits financiers	15	0,9	0,4
Autres éléments financiers	15	5,7	(7,9)
Résultat financier		(59,6)	(55,8)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		-	(1,0)
Résultat net avant impôt		277,4	223,2
Impôts sur les sociétés	16	(78,2)	(60,6)
Résultat net		199,2	162,6
Part attribuable au Groupe		192,2	156,5
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		7,0	6,2
Résultat par action revenant aux actionnaires d'Eutelsat Communications			
Résultat de base et dilué par action (en euros) ⁽²⁾	17	0,827	0,673

(1) Les autres produits et charges opérationnels sont composés principalement des plus-values de cession de la société Wins Ltd et de ses filiales au 31 décembre 2016 et des charges relatives à l'acquisition de Noorsat (voir note 3.6 « Evolutions de périmètre ») au 31 décembre 2017.

(2) Il n'existe pas d'instrument dilutif aux 31 décembre 2016 et 2017

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2016	31 décembre 2017
Résultat net		199,2	162,6
Autres éléments recyclables de gains et pertes du résultat global			
Écart de conversion	10.5	71,2	(54,6)
Effet d'impôt		8,9	(12,3)
Variations de juste valeur des instruments de couverture ⁽¹⁾	10.4	24,7	(10,1)
Effet d'impôt		(8,5)	3,4
Autres éléments non recyclables de gains et pertes du résultat global			
Variations des engagements de retraite	10.6	9,5	(10,8)
Effet d'impôt		(7,0)	1,0
Total autres éléments de gains et pertes du résultat global		98,8	(83,3)
Total état du résultat global		298,0	79,3
Part attribuable au Groupe		287,4	76,2
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾		10,6	3,1

(1) Ne concerne que les couvertures de flux de trésorerie, les couvertures d'investissement net à l'étranger sont présentées en écarts de conversion.

(2) La part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle se décompose comme suit :

- 7,0 millions d'euros de résultat net au 31 décembre 2016 et 6,2 millions d'euros au 31 décembre 2017

- 3,6 million d'euros d'autres éléments recyclables de gains et pertes du résultat global au 31 décembre 2016 et (2,7) millions d'euros au 31 décembre 2017 et

- 0,1 million d'euros d'autres éléments non recyclables de gains et pertes du résultat global au 31 décembre 2016 et (0,4) million d'euros au 31 décembre 2017.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2016	31 décembre 2017
FLUX D'EXPLOITATION			
Résultat net		199,2	162,6
Résultat des sociétés mises en équivalence	6	-	1,0
Charges d'impôts et d'intérêts, autres éléments d'exploitation		138,4	137,3
Dotations aux amortissements et aux provisions		292,0	265,4
Impôts différés		(30,3)	(20,4)
Variations des clients et comptes rattachés		23,9	(24,6)
Variations des autres actifs		(7,6)	(2,3)
Variations des fournisseurs et comptes rattachés		(14,6)	(6,7)
Variations des autres dettes		(49,1)	(20,5)
Impôts payés		(70,1)	(79,7)
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation		481,6	412,1
FLUX D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions de satellites et autres immobilisations corporelles et incorporelles	4, 5	(100,7)	(26,7)
Prises de contrôle	3.6	-	(61,0)
Cessions d'entités		36,7	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et autres mouvements		2,6	1,6
Trésorerie utilisée par les opérations d'investissement		(61,4)	(86,1)
FLUX DE FINANCEMENT			
Distributions		(266,3)	(295,5)
Augmentation des emprunts	11	-	-
Remboursements des emprunts		(15,5)	(11,9)
Remboursement des dettes sur contrats de location financement		(101,2)	(14,3)
Frais d'émission d'emprunt		(1,0)	-
Intérêts et autres frais financiers payés		(26,8)	(20,5)
Produits d'intérêts reçus		0,1	-
Opérations relatives aux participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾		18,5	(28,0)
Autres variations		(0,6)	0,1
Trésorerie utilisée par les opérations de financement		(392,8)	(370,1)
Incidence des variations de change sur la trésorerie		7,0	(4,0)
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRESORERIE		34,4	(48,2)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice		1 153,8	408,0
Trésorerie à la clôture de l'exercice	9	1 188,2	359,8
Rapprochement de trésorerie			
Trésorerie		1 188,2	359,8
Découvert compris dans les dettes	11	-	-
Trésorerie selon le tableau de flux de trésorerie		1 188,2	359,8

⁽¹⁾ Les opérations relatives aux participations ne donnant pas le contrôle au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2017 sont expliquées par la prise de participation apportée en numéraire d'Inframed dans Broadband4Africa puis son rachat par Eutelsat.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros sauf données par actions)	Capital social			Réserves et résultat	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Nombre	Montant	Primes				
Au 30 juin 2016	232 774 635	232,8	738,0	1 682,8	2 653,6	81,2	2 734,8
Résultat net de la période				192,2	192,2	7,0	199,2
Autres éléments de gains et pertes du résultat global (1)				95,2	95,2	3,6	98,8
Total du résultat global				287,4	287,4	10,6	298,0
Opération sur capital				-	-	-	-
Actions propres				-	-	-	-
Distributions				(255,8)	(255,8)	(10,5)	(266,3)
Avantages aux salariés sur souscription d'actions et actions gratuites				0,2	0,2	-	0,2
Transactions avec des participations ne donnant pas le contrôle et autres				1,4	1,4	(1,1)	0,3
Au 31 décembre 2016	232 774 635	232,8	738,0	1 715,9	2 686,8	80,2	2 766,9
Au 30 juin 2017	232 774 635	232,8	738,0	1 792,1	2 763,0	202,9	2 966,0
Résultat net de la période				156,5	156,5	6,2	162,6
Autres éléments de gains et pertes du résultat global (1)				(80,2)	(80,2)	(3,1)	(83,3)
Total du résultat global				76,2	76,2	3,1	79,3
Actions propres				0,8	0,8	-	0,8
Distributions				(281,4)	(281,4)	(14,1)	(295,4)
Avantages aux salariés sur souscription d'actions et actions gratuites				-	-	-	-
Transactions avec des participations ne donnant pas le contrôle et autres (2)				(6,4)	(6,4)	(17,0)	(23,4)
Au 31 décembre 2017	232 774 635	232,8	738,0	1 581,5	2 552,3	175,0	2 727,4

(1) Les variations des autres éléments de gains et pertes du résultat global sont détaillées dans les notes 10.4 « Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers », 10.5 « Réserve de conversion » et 10.6 « Gains et pertes actuariels ».

(2) Les transactions avec des participations ne donnant pas le contrôle s'expliquent principalement par le rachat de la participation minoritaire détenue par InfraMed dans la société Broadband4Africa.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1.	FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	9
NOTE 2.	ARRETE DES COMPTES	9
NOTE 3.	SYNTHESE DES PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS	9
NOTE 4.	ÉCART D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	11
NOTE 5.	SATELLITES, AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMOBILISATIONS EN COURS.....	12
NOTE 6.	TITRES DE PARTICIPATION DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	13
NOTE 7.	ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES	13
NOTE 8.	CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES.....	13
NOTE 9.	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	14
NOTE 10.	CAPITAUX PROPRES	14
NOTE 11.	DETTES FINANCIERES	16
NOTE 12.	PROVISIONS	17
NOTE 13.	AUTRES PASSIFS FINANCIERS	18
NOTE 14.	INFORMATION SECTORIELLE	19
NOTE 15.	RESULTAT FINANCIER	20
NOTE 16.	IMPOTS SUR LES SOCIETES	20
NOTE 17.	RESULTAT PAR ACTION	20
NOTE 18.	INSTRUMENTS FINANCIERS.....	21
NOTE 19.	ENGAGEMENTS D'ACHATS	21
NOTE 20.	PARTIES LIEES.....	21
NOTE 21.	LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS.....	22
NOTE 22.	ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	22

NOTE 1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- Le 14 juillet 2017, Eutelsat a racheté la participation minoritaire détenue par Inframed dans la société Broadband4Africa pour un montant de 28 millions d'euros.
- Le 12 octobre 2017, le Groupe Eutelsat a finalisé l'acquisition de Noorsat auprès du groupe bahreïnien Orbit Holding Group, l'un des principaux prestataires de services par satellite au Moyen-Orient pour 75 millions d'US\$ (voir note 3.6 « Evolutions de périmètre »).
- Le satellite E172B a été mis en service en novembre 2017 après son lancement le 2 juin 2017.

NOTE 2. ARRETE DES COMPTES

Les comptes consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2017 d'Eutelsat Communications ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration qui les a arrêtés par une délibération en date du 15 février 2018.

NOTE 3. SYNTHÈSE DES PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

3.1 CONFORMITÉ AU RÉFÉRENTIEL IFRS

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2017 sont établis selon le référentiel IFRS tel qu'approuvé par l'Union européenne en vigueur à cette date et dont les textes sont disponibles à l'adresse Internet suivante :

https://ec.europa.eu/commission/index_fr

Ils ont été élaborés selon la convention du coût historique sauf pour les éléments pour lesquels les normes requièrent le principe de l'évaluation à la juste valeur.

L'information financière produite dans ces états financiers est établie conformément à l'option donnée par IAS 34 « Information financière intermédiaire » selon un format condensé. En conséquence, les comptes présentés ne comportent pas toute l'information et les notes annexes requises par les IFRS pour l'établissement des comptes consolidés annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 30 juin 2017.

3.2 NORMES ET INTERPRÉTATIONS PUBLIÉES

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation de ces états intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés annuels de l'exercice clos au 30 juin 2017, à l'exception de l'application à compter du 1er juillet 2017 des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous et adoptées par l'Union Européenne :

- Amendement à IAS 7 : Initiative concernant les informations à fournir ;
- Amendements à IAS 12 : Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes ;
- Amélioration des IFRSs (cycle 2014 – 2016) avec uniquement l'amélioration IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités.

L'application de ces normes, amendements et interprétations n'a pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe.

De plus, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, interprétations ou amendement. Le Groupe continue de mener des analyses sur les conséquences pratiques des futurs textes applicables et les effets de leur application dans les comptes. Il s'agit de :

- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location ».

Dans le cadre de la mise en œuvre de la norme IFRS 15, une cartographie des contrats clients au sein du Groupe a été établie et une analyse portant sur un portefeuille de contrats représentatif a été conduite afin de déterminer les impacts qualitatifs et quantitatifs.

Les impacts attendus se limitent principalement à des reclassements entre les charges opérationnelles et le chiffre d'affaires (ainsi que des lissages) pour des contreparties payables du client dans le cadre des contrats de vente.

Le Groupe finalisera ces analyses avant l'arrêté des comptes annuels au 30 juin 2018 afin de quantifier les impacts sur les états financiers et déterminer la méthode de transition appliquée.

Le processus de détermination par Eutelsat des impacts potentiels de l'application des normes IFRS 9 et IFRS 16 sur le compte de résultat, le résultat global, le bilan, les flux de trésorerie et le contenu des notes annexes aux états financiers consolidés est en cours.

3.3 PÉRIODES PRÉSENTÉES ET COMPARATIFS

La période de six mois s'étend du 1er juillet au 31 décembre 2017.

La monnaie de référence et de présentation des états financiers est l'euro.

3.4 JUGEMENTS COMPTABLES ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers consolidés du Groupe requiert le recours de la Direction, à des jugements et estimations susceptibles d'impacter certains éléments d'actif et de passif et les montants des produits et des charges qui figurent dans ces états financiers et les notes qui les accompagnent. Eutelsat Communications est amenée à revoir ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de l'expérience passée et des autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Le dénouement des opérations sous-jacentes à ces estimations et hypothèses pourrait résulter, en raison de l'incertitude attachée à ces dernières, en un ajustement significatif des montants comptabilisés au cours d'une période subséquente.

Jugements

Dans le cadre de l'établissement des états financiers au 31 décembre 2017, la Direction a exercé son jugement, notamment au regard de la valeur recouvrable des actifs, des passifs éventuels, des provisions, de l'évaluation du risque client et de la monnaie fonctionnelle des entités consolidées.

3.5 IMPOTS

Conformément à IAS 34, l'évaluation de la charge d'impôt intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice (cf. note 16 "Impôts sur les sociétés").

3.6 EVOLUTIONS DE PERIMETRE

Eutelsat a finalisé le 12 octobre 2017 l'acquisition de 100% de Noorsat auprès du groupe bahreïnien Orbit Holding Group, l'un des principaux prestataires de services par satellite au Moyen Orient, pour un montant de 75 millions d'US\$ payés en numéraire, plus compléments de prix éventuels (« earn-outs »). Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie du Groupe consistant à rationaliser la distribution à des positions orbitales phares choisies où une telle approche est susceptible de créer de la valeur. Noorsat est le principal distributeur de capacité d'Eutelsat au Moyen-Orient depuis les positions 7/8° Ouest et 25,5° Est.

Le groupe a enregistré une charge de 9,2 millions d'US\$ au titre des relations pré existantes avec Noorsat présentée en Autres charges opérationnelles. Après prise en compte d'une dette de 2 millions d'US\$ au titre du complément de prix éventuel à payer, la contrepartie transférée pour la prise de contrôle de Noorsat s'élève à 67,8 millions d'US\$.

L'allocation provisoire du prix d'acquisition au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

	(en millions de dollars)	(en millions d'euros)
Immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	31,1	26,1
Immobilisations corporelles	3,0	2,5
Autres actifs non courants	0,2	0,2
Créances clients	21,1	17,7
Autres actifs courants	1,5	1,3
Trésorerie	1,5	1,3
Total Actif	58,4	49,0
Dette non courante	0,3	0,3
Dette courante	3,7	3,1
Autres passifs courants ⁽²⁾	34,1	28,6
Produits constatés d'avance	8,5	7,1
Total Passif	46,6	39,1
Goodwill résiduel provisoire	56,0	47,0
Contrepartie transférée	67,8	56,8
Relations pré existantes	9,2	7,7
Prix d'acquisition	77,0	64,6

(1) Les immobilisations incorporelles sont composées des contrats clients et relations associées valorisés dans le cadre de l'acquisition de Noorsat.

(2) Les autres passifs courants à la date d'acquisition sont principalement composés de dettes fournisseurs auprès d'Eutelsat SA.

NOTE 4. ÉCART D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le poste « Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles » s'analyse comme suit :

Variations des immobilisations brutes et amortissements

(en millions d'euros)	Écart d'acquisition	Contrats clients et relations associées	Marque Eutelsat	Autres immobilisations incorporelles	Total
IMMOBILISATIONS BRUTES					
Valeur brute au 30 juin 2017	1 150,8	1 095,0	40,8	283,5	2 570,0
Acquisitions	-	-	-	3,6	3,6
Variations de périmètre	47,4	26,4	-	-	73,8
Variation de change	(15,2)	(10,5)	-	(3,3)	(29,0)
Mises au rebut	-	-	-	(0,1)	(0,1)
Transfert	-	-	-	1,6	1,6
Valeur brute au 31 décembre 2017	1 182,9	1 110,9	40,8	285,2	2 619,9
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS					
Amortissements cumulés au 30 juin 2017	-	(588,1)	-	(128,7)	(716,8)
Dotations aux amortissements	-	(28,7)	-	(14,3)	(43,0)
Reprises (mises au rebut)	-	-	-	0,1	0,1
Variations de change	-	2,3	-	0,4	2,7
Amortissements cumulés au 31 décembre 2017	-	(614,5)	-	(142,5)	(757,0)
Valeur nette au 30 juin 2017	1 150,8	506,8	40,8	154,8	1 853,2
Valeur nette au 31 décembre 2017	1 182,9	496,4	40,8	142,7	1 862,8

La variation sur la période close au 31 décembre 2017 est principalement composée :

- de l'augmentation de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles liés à l'acquisition de Noorsat (voir note 3.6 « Evolutions de périmètre ») ;
- des effets de change relatifs à l'écart d'acquisition Satmex (libellé en US dollars);
- des amortissements des contrats clients et relations associées.

Au 31 décembre 2017, l'écart d'acquisition, suivi au niveau du seul segment opérationnel d'Eutelsat, a été soumis au test de dépréciation annuel qui n'a pas remis en cause son montant figurant au bilan : la valeur recouvrable a été déterminée à partir de la valeur de marché (juste valeur) obtenue à partir de la valeur boursière d'Eutelsat Communication S.A. (et en tenant compte de la dette de cette société). Une baisse d'au moins 39 % du cours de bourse serait nécessaire pour que la juste valeur devienne inférieure à la valeur comptable. Si un tel événement se présentait, un test sur la valeur d'utilité serait effectué.

NOTE 5. SATELLITES, AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMOBILISATIONS EN COURS

Le poste « Satellites et autres immobilisations corporelles » s'analyse comme suit (y compris les immobilisations acquises sous forme de location financement) :

Variations des immobilisations brutes, amortissements et dépréciations

(en millions d'euros)	Satellites	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
IMMOBILISATIONS BRUTES				
Valeur brute au 30 juin 2017	6 276,5	405,5	759,9	7 441,9
Acquisitions	2,4	3,5	53,3	59,1
Cessions	-	(0,5)	(0,4)	(0,9)
Variations de périmètre	-	2,6	-	2,6
Mises au rebut	-	(0,7)	(2,8)	(3,5)
Variation de change	(66,4)	(1,9)	(7,2)	(75,5)
Transferts	223,3	14,3	(239,1)	(1,5)
Valeur brute au 31 décembre 2017	6 435,7	422,8	563,7	7 422,2
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS				
Amortissements et dépréciations cumulés au 30 juin 2017	(2 253,0)	(295,1)	-	(2 548,0)
Dotations aux amortissements	(194,7)	(16,5)	-	(211,1)
Reprises (cessions)	-	0,4	-	0,4
Reprises (mises au rebut)	-	0,7	-	0,7
Reclassement	(0,4)	(0,8)	-	(1,2)
Variation de change	13,3	1,0	-	14,3
Amortissements et dépréciations cumulés au 31 décembre 2017	(2 434,8)	(310,2)	-	(2 744,9)
Valeur nette au 30 juin 2017	4 023,5	110,4	759,9	4 893,9
Valeur nette au 31 décembre 2017	4 000,9	112,6	563,7	4 677,3

Les transferts portant sur les satellites au cours du semestre clos le 31 décembre 2017 correspondent à la mise en service du satellite EUTELSAT 172B lancé sur l'exercice 2016-2017.

SATELLITES EN CONSTRUCTION

Les satellites listés ci-dessous sont en cours de construction à la date d'arrêté des comptes et devraient être mis en service au cours des exercices indiqués :

Projets	Exercice prévu de mise en service
EUTELSAT 7C, EUTELSAT 5WB	2018-2019
QUANTUM, BROADBAND4AFRICA	2019-2020

NOTE 6. TITRES DE PARTICIPATION DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

Au 31 décembre 2017, les titres des sociétés mises en équivalence représentent la valeur de mise en équivalence de la société Eurobroadband Retail, et le résultat des sociétés mises en équivalence correspond à la quote-part du Groupe dans le résultat d'Eurobroadband Retail.

NOTE 7. ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES

Au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2017, compte tenu du processus de cession de sa participation dans Hispasat initié par Eutelsat en juillet 2016, la valeur de sa participation dans Hispasat est présentée en actifs destinés à être cédés. La finalisation de la transaction attendue au cours de l'exercice 2017-18 est sujette à l'approbation du gouvernement espagnol ainsi qu'à certaines autres conditions usuelles préalables.

NOTE 8. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Au 30 juin 2017, la valeur nette comptable des créances s'élève à 345,4 millions d'euros. La dépréciation de ces créances s'élève à 60,4 millions d'euros.

Au 31 décembre 2017, la valeur nette comptable des créances s'élève à 339,3 millions d'euros. La dépréciation de ces créances s'élève à 70,5 millions d'euros.

8.1 Analyse des créances client échues et non échues

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2017
Créances non échues	196,6	185,7
Créances échues	209,1	224,2
Entre 0 et 30 jours	36,5	41,5
Entre 30 et 90 jours	44,4	34,7
Plus de 90 jours	128,3	147,9
Dépréciation	(60,4)	(70,5)
Total	345,4	339,3

8.2 Évolution de la dépréciation des créances

(en millions d'euros)	Total
Valeur au 30 juin 2017	60,4
Dotations	20,7
Reprises utilisées	-
Reprises non utilisées	(10,1)
Variation de change	(0,4)
Valeur au 31 décembre 2017	70,5

NOTE 9. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Le montant des disponibilités et équivalents de trésorerie se détaille comme ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2017
Disponibilités	323,1	316,7
Équivalents de trésorerie	84,9	43,1
Total	408,0	359,8

Les équivalents de trésorerie sont composés principalement de parts d'OPCVM répondant à la qualification d'équivalents de trésorerie (10,0 millions d'euros au 31 décembre 2017) et de certificats de dépôt ayant une maturité inférieure à trois mois au moment de leur acquisition.

La trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe sont principalement détenus par des filiales situées en France, dans le reste de l'Europe et en Amérique.

NOTE 10. CAPITAUX PROPRES

10.1 CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2017, le capital social d'Eutelsat Communications S.A. est composé de 232 774 635 actions, d'une valeur nominale de 1 euro. À cette même date, le Groupe détient 215 532 actions propres pour un montant de 4,1 millions d'euros dans le cadre d'un contrat de liquidité. D'autre part, au titre des plans d'attribution gratuite d'actions (cf. *infra*) le Groupe détient 106 022 de ses propres actions, acquises pour un montant de 2,3 millions d'euros. L'ensemble de ces actions est présenté en déduction des capitaux propres.

10.2 DIVIDENDES

Le 8 novembre 2017, les actionnaires réunis en Assemblée générale mixte ont décidé de distribuer un montant brut de 1,21 euro par action, soit un montant total de 281,4 millions d'euros totalement prélevé sur les réserves du Groupe.

En 2016, le montant distribué s'était élevé à 255,8 millions d'euros, soit 1,10 euro par action totalement prélevé sur le résultat de l'exercice 2015-2016.

10.3 REMUNERATION EN ACTIONS ET ASSIMILEES

Le Groupe a géré au cours du premier semestre de l'exercice en cours trois plans débutés respectivement en février 2016, en avril 2017 et en novembre 2017.

La charge constatée (hors charges sociales) pour le semestre clos le 31 décembre 2017 s'est élevée à 2,3 millions d'euros au titre de ces plans contre 0,6 million d'euros pour le semestre clos le 31 décembre 2016.

10.4 VARIATION DE LA RESERVE DE REEVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les instruments financiers impactant la réserve de réévaluation sont des couvertures pour leur part efficace.

(en millions d'euros)	Total
Solde au 30 juin 2017	14,8
Variations de juste valeur en capitaux propres recyclables en résultat	(6,7)
Transfert en résultat ⁽¹⁾	-
Solde au 31 décembre 2017	8,1

(1) Ce montant correspond aux coupons courus et échus sur les instruments de couverture de taux (voir note 15 "Résultat financier").

10.5 RESERVE DE CONVERSION

(en millions d'euros)	Total
Solde au 30 juin 2017	170,0
Variation sur la période	(66,8)
Solde au 31 décembre 2017	103,2

La réserve de conversion inclut la valeur du Cross Currency Swap documenté en couverture d'investissement net à l'étranger.

La principale devise générant des écarts de conversion est le dollar US.

10.6 GAINS ET PERTES ACTUARIELS

La variation à la baisse de 0,25 point de base constatée depuis le 30 juin 2017 sur les taux d'intérêt de référence utilisés pour déterminer la valeur actualisée de la garantie donnée à un fonds de pension et des indemnités de départ en retraite a conduit à une réappréciation à la hausse de ces provisions.

L'effet net sur les provisions est une hausse de 10,8 millions d'euros. Après comptabilisation d'un impôt différé actif correspondant de 1,0 million d'euros et de l'actualisation des impôts différés passifs liée à la loi de finances pour 2018 (cf. Note 16 « Impôts sur les sociétés »), l'effet net sur les gains et pertes actuariels est de 9,8 millions d'euros.

NOTE 11. DETTES FINANCIÈRES

Aux 30 juin et 31 décembre 2017, la totalité de l'endettement est libellée en euros.

11.1 DONNEES CHIFFREES AU 30 JUIN ET AU 31 DECEMBRE 2017

(en millions d'euros)	Taux	30 juin 2017	31 décembre 2017	Échéance
Crédit <i>in fine</i> 2022	Variable	600,0	600,0	31 mars 2022
Emprunt obligataire 2019 ⁽¹⁾	5,000%	800,0	800,0	14 janvier 2019
Emprunt obligataire 2020 ⁽¹⁾	2,625%	930,0	930,0	13 janvier 2020
Emprunt obligataire 2021 ⁽¹⁾	1,125%	500,0	500,0	23 juin 2021
Emprunt obligataire 2022 ⁽¹⁾	3,125%	300,0	300,0	10 octobre 2022
Crédits Export ONDD	Variable	142,3	130,5	17 mai 2024
Sous-total des dettes (part non courante)		3 272,3	3 260,5	
Frais et primes d'émission		(19,5)	(16,6)	
Total des dettes (part non courante)		3 252,9	3 243,9	
Crédit Export ONDD		23,7	23,7	
Découverts bancaires		-	-	
Intérêts courus non échus		37,2	67,8	
Total des dettes (part courante)		60,9	91,5	

(1) Les justes valeurs (niveau 1) sont présentées ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2017
Emprunt obligataire 2019	859,2	841,3
Emprunt obligataire 2020	979,5	972,9
Emprunt obligataire 2021	508,9	514,0
Emprunt obligataire 2022	333,7	335,1

La valeur comptable des crédits exports et du crédit *in fine* constituent une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Par ailleurs, le Groupe dispose sur ses lignes de crédit revolving actives d'un montant total non tiré au 31 décembre 2017 de 650 millions d'euros.

11.2 ECHEANCIER DES DETTES

Au 31 décembre 2017, l'échéancier des dettes s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Montant	Échéance à moins de 1 an	Échéance à plus de 1 an et à moins de 5 ans	Échéance à plus de 5 ans
Crédit <i>in fine</i>	600,0	-	600,0	-
Crédit Export ONDD	154,2	23,7	130,5	-
Emprunt obligataire 2019	800,0	-	800,0	-
Emprunt obligataire 2020	930,0	-	930,0	-
Emprunt obligataire 2021	500,0	-	500,0	-
Emprunt obligataire 2022	300,0	-	300,0	-
Total	3 284,2	23,7	3 260,5	-

11.3 RESPECT DES COVENANTS BANCAIRES

Les covenants sur les financements existants au 31 décembre 2017 n'ont pas évolué depuis leur mise en place. Au 31 décembre 2017, le Groupe respecte l'ensemble des covenants bancaires.

NOTE 12. PROVISIONS

Au 31 décembre 2017, la variation des provisions s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2017	Dotation	Reprise		Constat en capitaux propres	31 décembre 2017
			Utilisée	Non utilisée		
Garantie financière donnée à un fonds de pension	71,6	0,8	-	-	10,3	82,7
Indemnités de départ en retraite	14,8	0,6	(0,1)	-	0,5	15,8
Autres avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾	14,3	0,2	(0,2)	-	-	14,2
Total avantages postérieurs à l'emploi	100,7	1,6	(0,3)	-	10,8	112,8
Litiges ⁽²⁾	25,7	2,6	(2,5)	(1,4)	-	24,4
Autres	6,5	3,0	(1,7)	-	-	7,8
Total provisions	132,9	7,2	(4,5)	(1,4)	10,8	145,0
<i>Dont part non courante</i>	97,3					112,4
<i>Dont part courante</i>	35,6					32,6

(1) Les autres avantages postérieurs à l'emploi concernent essentiellement des indemnités de fin de contrat dans diverses filiales ;

(2) Les litiges correspondent à des litiges commerciaux, salariaux et fiscaux.

NOTE 13. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les autres passifs financiers s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2017
Instruments dérivés ⁽¹⁾	105,1	85,7
Contrats de location financement	652,6	639,9
Autres créditeurs	107,9	106,8
Total	865,6	832,4
<i>Dont part non courante</i>	<i>798,1</i>	<i>743,0</i>
<i>Dont part courante</i>	<i>67,6</i>	<i>89,4</i>

(1) Voir Note 18 « Instruments financiers ».

Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur (niveau 2) et les autres passifs financiers au coût amorti. Pour information, le coût amorti des autres passifs financiers constitue une approximation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur des instruments dérivés est fournie par les banques.

Les montants présentés au titre des contrats de location financement comprennent les intérêts courus qui s'élèvent à 2,0 millions d'euros au 30 juin 2017 et 3,6 millions au 31 décembre 2017.

Les « Autres créditeurs » sont principalement composés d'acomptes et cautions reçus des clients et de dettes sur minoritaires.

NOTE 14. INFORMATION SECTORIELLE

Sur la période close au 31 décembre 2017, il n'y a pas eu de changement dans l'organisation du Groupe ayant un impact sur la nature et la façon dont l'information sur la performance des activités est remontée au principal décideur opérationnel du Groupe.

Ainsi, de manière similaire au 30 juin 2017, après une analyse et au regard de l'IFRS 8, le Groupe considère qu'il n'opère que dans un seul secteur d'activité se fondant sur l'appréciation des services rendus et la nature des risques associés, plutôt que sur leur destination. Il s'agit de la fourniture de services de communications par satellite pour la vidéo, les réseaux d'entreprise et à haut débit, et les mobiles, principalement aux opérateurs de communications et diffuseurs internationaux, intégrateurs de réseaux d'entreprise et entreprises pour leurs besoins propres.

Le chiffre d'affaires du Groupe par zone géographique, déterminé à partir des adresses de facturation, pour les périodes closes aux 31 décembre 2016 et 2017 s'analyse comme suit :

(en millions d'euros et pourcentage)	31-déc-16		31-déc-17	
	Montant	%	Montant	%
France	61,3	8,1	51,2	7,3
Italie	88,4	11,7	77,6	11,1
Royaume-Uni	54,0	7,1	47,1	6,8
Europe (autres)	198,1	26,2	185,1	26,6
Amériques	164,3	21,8	151,4	21,7
Moyen-Orient	118,9	15,8	115,5	16,6
Afrique	52,3	6,9	48,6	7,0
Asie	17,6	2,3	18,0	2,6
Autres	0,1	0,0	1,9	0,3
Total	755,1	100,0	696,6	100,0

L'EBITDA⁽¹⁾ du Groupe s'élève respectivement à 588,0 millions d'euros et 544,6 millions d'euros pour les semestres clos aux 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017.

La majeure partie des actifs du Groupe est constituée des satellites en orbite, le reste des actifs étant principalement localisé en France, en Italie et en Amérique.

La dette nette⁽¹⁾ est composée des éléments suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2017
Credit in fine	600,0	600,0
Emprunts obligataires	2 530,0	2 530,0
Crédits export	166,0	154,2
Part "change" du cross currency swap	102,0	69,6
Contrats de location financement ⁽²⁾	650,5	636,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(408,0)	(359,8)
Total	3 640,7	3 630,3

(1) Les éléments qui composent l'EBITDA et la dette nette n'ont pas évolué depuis le 30 juin 2017.

(2) La variation des dettes sur contrat de location financement correspond aux remboursements de la période.

NOTE 15. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Période de 6 mois close au 31 décembre 2016	Période de 6 mois close au 31 décembre 2017
Charges d'intérêts après couverture ⁽¹⁾	(70,1)	(51,7)
Frais d'émission d'emprunt & commissions ⁽²⁾	(4,7)	(3,4)
Intérêts capitalisés ⁽³⁾	8,6	6,8
Coût de la dette brute	(66,2)	(48,3)
Produits financiers	0,9	0,4
Coût de la dette nette	(65,3)	(47,9)
Variation des instruments financiers ⁽⁴⁾	1,0	(0,5)
Résultat de change	8,2	(8,1)
Autres	(3,4)	0,7
Résultat financier	(59,6)	(55,8)

(1) La charge d'intérêts n'a pas été impactée par les instruments qualifiés de couvertures sur les semestres clos aux 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017.

(2) Les frais d'émission comprennent l'amortissement des frais et primes d'émission des dettes.

(3) Le montant des intérêts capitalisés est dépendant de l'avancement et du nombre des programmes de constructions satellitaires constatés au cours de l'exercice concerné.

Les taux d'intérêts retenus pour la détermination des charges d'intérêts capitalisables sont de 3,15% au 31 décembre 2016 et de 2,89% au 31 décembre 2017.

(4) Les variations de juste valeur des instruments financiers incluent essentiellement :

- les variations de la juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture ;
- la part inefficace des instruments dérivés qualifiés dans une relation de couverture.

NOTE 16. IMPOTS SUR LES SOCIETES

La ligne « Impôts sur les sociétés » comprend l'impôt exigible et les impôts différés des sociétés consolidées.

Au 31 décembre 2017, le taux d'impôt effectif ressort à 27,0%. Ce taux intègre les impacts en France de la contribution exceptionnelle de 15% portant le taux normatif d'impôt à 39,43% pour l'exercice fiscal clos le 30 juin 2018 et de la limitation à 75 % de la déductibilité des charges financières. Par ailleurs, le taux d'impôt effectif comprend les effets de la loi de finances pour 2018 qui prévoit la baisse progressive du taux normal de l'impôt sur les sociétés à 25,82% à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2022. A noter que la charge d'impôt du semestre intègre également un produit de 20,9 millions d'euros au titre du remboursement demandé de la taxe des dividendes payée lors des exercices antérieurs comptabilisée en actif d'impôt exigible.

NOTE 17. RESULTAT PAR ACTION

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le résultat net et les résultats nets (de base et dilué) revenant aux actionnaires utilisés pour le calcul des résultats par action (de base et dilué). Il n'existe pas d'instrument dilutif aux 31 décembre 2016 et 2017.

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2017
Résultat net	199,2	162,6
Quote-part de résultat des filiales rétrocédée aux participations ne donnant pas le contrôle	(7,0)	(6,1)
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action	192,2	156,5
Nombre moyen d'actions	232 505 425	232 471 711

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent les montants contractuels ou notionnels ainsi que les justes valeurs des instruments dérivés aux 30 juin et 31 décembre 2017 analysés par type de contrat. Les instruments financiers font l'objet d'une évaluation par un expert indépendant qui est vérifiée/validée par les contreparties bancaires.

(en millions d'euros)	Notionnels		Justes valeurs		Variation de juste valeur sur la période	Impact résultat (hors coupons)	Impact capitaux propres (hors coupons)
	30 juin 2017	31 décembre 2017	30 juin 2017	31 décembre 2017			
Vente à terme synthétique à barrière activante (Eutelsat S.A.)	66,5	169,7	2,5	4,0	1,5	(0,5)	2,0
Cross Currency Swap	500,0	500,0	(90,1)	(58,6)	31,5	-	31,5
Total des instruments de change	566,5	669,7	(87,6)	(54,7)	33,0	(0,5)	33,5
Swap pré-hedge	1 300,0	1 300,0	(15,0)	(27,1)	(12,1)	-	(12,1)
Total des instruments de taux d'intérêt	1 300,0	1 300,0	(15,0)	(27,1)	(12,1)	-	(12,1)
Total instruments financiers dérivés			(102,6)	(81,7)	20,9	(0,5)	21,4

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des justes valeurs des instruments financiers ressort en négatif pour 85,7 millions d'euros et en positif pour 4,0 millions d'euros.

NOTE 19. ENGAGEMENTS D'ACHATS

Au 31 décembre 2017, le Groupe s'est engagé auprès de certains fournisseurs pour l'acquisition d'immobilisations (satellites et autres immobilisations) et la réalisation de prestations de services pour 394,3 millions d'euros.

L'échéancier au 31 décembre 2017 des paiements futurs au titre de ces prestations et acquisitions s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2017
2018	142,2
2019	102,1
2020	57,6
2021	18,3
2022 et au-delà	74,0
Total	394,3

NOTE 20. PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu sur le semestre d'opérations avec les parties liées de nature différente de celles réalisées sur l'exercice clos le 30 juin 2017.

NOTE 21. LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est impliqué dans des actions judiciaires et des litiges commerciaux et fiscaux. Le Groupe a donc exercé son jugement au cas par cas dans l'évaluation des risques encourus, et a constitué une provision dès lors qu'il s'attend à une sortie probable de ressources. Dans les cas jugés sans fondement ou trop peu étayés, aucune provision n'a été comptabilisée. Les principales actions judiciaires et litiges commerciaux et fiscaux en cours sont présentés ci-dessous :

Viasat Brasil :

Suite à la violation de ses obligations substantielles par ViaSat Brasil, le Groupe a résilié le contrat signé avec cette société portant sur l'utilisation de la charge utile en bande Ka du satellite EUTELSAT 3B.

ViaSat Brasil demande réparation à Eutelsat auprès du tribunal de commerce de Rio de Janeiro, qui s'est déclaré incompétent en août 2016. Le demandeur a fait appel de cette décision et le tribunal a confirmé en appel sa décision rendue en première instance.

Viasat Brasil s'est pourvu en cassation au cours de la période.

Contentieux fiscal en France :

La société Eutelsat S.A., appartenant au groupe d'intégration fiscale dont Eutelsat Communications S.A. est la société tête de Groupe a fait l'objet d'une procédure de vérification de comptabilité sur les exercices clos aux 30 juin 2012, 2013 et 2014.

En complément de la notification de redressement reçue en décembre 2015, l'administration fiscale a notifié, le 27 décembre 2016, des redressements au titre des exercices 2013 et 2014.

Eutelsat S.A. a refusé deux des trois redressements, considérant disposer de solides arguments en défense. A la date d'arrêté des comptes, Eutelsat n'a pas constaté de provision pour risques à ce titre s'agissant d'un passif éventuel.

Horizonsat :

Au cours de l'exercice 2014-2015, Eutelsat SA a été assigné par la société Horizonsat devant le tribunal de commerce de Paris pour résiliation unilatérale et sans droit d'une offre commerciale. En avril 2017, le tribunal a condamné Eutelsat mais la société demanderesse à fait appel de cette décision.

LC2 International :

La société LC2 International a porté plainte contre Eutelsat S.A. devant le tribunal de commerce de Paris pour rupture de diffusion satellitaire. Au 31 décembre 2017, le tribunal n'a pas rendu de jugement.

Droit de fréquence :

Eutelsat est en discussion avec le Ministère Italien des Télécommunications pour l'utilisation de droits d'atterrissage.

NOTE 22. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes consolidés par le Conseil d'administration.